

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q3/JOR/5

8 mai 2002

(02-2601)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

Réponses aux questions posées par l'AUSTRALIE¹, le JAPON², la SUISSE³
et les ÉTATS-UNIS⁴ au sujet de la notification de la JORDANIE⁵

La Mission permanente du Royaume hachémite de Jordanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 avril 2002.

QUESTIONS DE L'AUSTRALIE

Question n° 1

La Jordanie pourrait-elle apporter des précisions sur le programme pour lequel elle demande une prorogation, suivant le modèle figurant dans le document G/SCM/6? Quelles sont les conditions à remplir pour être admis à bénéficier de l'exonération de l'impôt sur les bénéfices? De quelle façon détermine-t-on le caractère partiel ou total de l'exonération?

Réponse

Le programme pour lequel la Jordanie demande une prorogation consiste à exonérer de l'impôt sur le revenu les bénéfices provenant d'exportations, conformément à la Loi n° 57 de 1985 relative à l'impôt sur le revenu et aux modifications y relatives (Décision n° 3394 de 1994 prise en application de ladite loi) et prend la forme d'une exonération partielle ou totale de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices tirés d'exportations. Dans la pratique, la Jordanie accorde une exonération aux entreprises industrielles qui présentent au service de l'impôt sur le revenu des documents officiels indiquant les bénéfices tirés de leurs activités d'exportation. Le montant de l'exonération est déterminé en fonction du pourcentage des bénéfices nets provenant des activités d'exportation. Les

¹ G/SCM/Q3/JOR/2.

² G/SCM/Q3/JOR/3.

³ G/SCM/Q3/JOR/1.

⁴ G/SCM/Q3/JOR/4.

⁵ G/SCM/N/74/JOR, G/SCM/N/71/JOR.

grandes entreprises exportatrices de phosphates, de potasse et d'engrais, qui effectuent environ 70 pour cent des exportations du pays, n'ont pas le droit de bénéficier de ce programme.

Question n° 2

La Jordanie pourrait-elle indiquer quand et comment elle procédera à l'élimination progressive de ce programme?

Réponse

La Jordanie prévoit d'éliminer progressivement ce programme à la fin de la période de prorogation sur laquelle le Comité doit se prononcer.

QUESTIONS DU JAPON

Loi n° 57 de 1985 relative à l'impôt sur le revenu

Question

Le Japon croit savoir que la Jordanie s'est engagée à supprimer ce programme au 31 décembre 2002 (voir les documents WT/ACC/JOR/33, WT/MIN(99)/9: paragraphes 125-126). La Jordanie pourrait-elle justifier ce programme à la lumière de l'engagement qu'elle a pris?

QUESTIONS DE LA SUISSE

Question

La Suisse croyait que la Jordanie avait pris les mesures légales nécessaires pour éliminer les subventions à l'exportation accordées en vertu de la Loi n° 57 de 1985 relative à l'impôt sur le revenu et les modifications subséquentes, conformément à son protocole d'accession à l'OMC (voir les paragraphes 125, 126 et 248 du document WT/ACC/JOR/33). La Jordanie est priée d'exposer plus en détail les besoins en matière d'économie et de développement qui justifient sa demande de prorogation.

Réponse

Comme la Jordanie l'a précisé dans sa demande officielle⁶, cette prorogation est particulièrement nécessaire et importante pour assurer la stabilité des résultats du secteur industriel, compte particulièrement tenu des besoins de la Jordanie en matière d'économie et de développement. Lors de l'accession de la Jordanie à l'OMC en 2000, des engagements ont été pris au vu de la situation économique et politique de la région, qui était stable et prometteuse, en raison du dynamisme acquis grâce au processus de paix. La Jordanie espérait que son accession à l'OMC, ainsi que la libéralisation progressive du commerce réalisée en sus des réformes concernant d'autres aspects liés au commerce, permettraient d'attirer les investissements et ne causeraient que des difficultés mineures à ses industries locales.

⁶ G/SCM/N/74/JOR.

À la suite de l'accession à l'OMC, les résultats de l'économie de la Jordanie se sont détériorés en conséquence des événements survenus au Moyen-Orient, qui ont entravé le processus de paix. Les perspectives du commerce et de l'investissement ont été assombries par la persistance de la violence au Moyen-Orient, outre la grave récession du secteur du tourisme. Cette évolution a entraîné un ralentissement de l'activité des petites et moyennes entreprises, qui subissaient déjà une pression croissante de la concurrence en conséquence de la libéralisation des échanges après l'accession de la Jordanie à l'OMC et la signature d'un certain nombre d'accords de libre-échange.

Le programme a été créé en 1995, exonérant les bénéfices provenant d'activités d'exportation, afin de compenser les effets néfastes de facteurs économiques et sociaux qui ont affecté la Jordanie à la suite de l'ouverture de son économie. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des entreprises industrielles exportatrices de la Jordanie, pour la plupart de petite taille, ne peuvent accéder aux débouchés, car leur taille ne leur permet pas de réaliser des économies d'échelle, ce qui accroît leurs coûts et les empêche d'être concurrentielles sur les marchés mondiaux. Les maigres subventions accordées aux entreprises exportatrices dans le cadre du programme actuel, telles qu'indiquées dans le tableau ci-joint, représentent néanmoins une aide nécessaire aux entreprises exportatrices pour surmonter les inconvénients économiques causés par la taille du marché local et les difficultés provenant de l'évolution de la situation régionale.

Finalement, les exonérations (8,9 millions de dollars EU) ne représentent que 0,52 pour cent des exportations jordaniennes (1,7 milliard de dollars EU). Ce faible chiffre est dû au fait que l'exonération est appliquée uniquement à un tiers des exportations jordaniennes (593,6 millions de dollars EU), après l'exclusion des exportations vers les pays signataires d'un protocole et de celles des grandes entreprises qui effectuent environ les deux tiers de l'ensemble des exportations.

QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS

Exemption de l'impôt sur le revenu au titre de la loi n° 57 B relative à l'impôt sur le revenu

Question n° 1

Veuillez donner de plus amples précisions sur la nature de ce programme conformément aux documents G/SCM/39 et G/SCM/6.

Réponse

Le programme pour lequel la Jordanie demande une prorogation consiste à exonérer de l'impôt sur le revenu les bénéfices provenant d'exportations, conformément à la Loi n° 57 de 1985 relative à l'impôt sur le revenu et aux modifications y relatives (Décision n° 3394 de 1994 prise en application de ladite loi) et prend la forme d'une exonération partielle ou totale de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices tirés d'exportations. La Jordanie accorde une exonération aux entreprises industrielles qui présentent au service de l'impôt sur le revenu des documents officiels indiquant les bénéfices tirés de leurs activités d'exportation. Le montant de l'exonération est déterminé en fonction du pourcentage des bénéfices nets provenant des activités d'exportation. Les grandes entreprises exportatrices de phosphates, de potasse et d'engrais, qui effectuent environ 70 pour cent des exportations du pays, n'ont pas le droit de bénéficier de ce programme.

Question n° 2

La Jordanie pourrait-elle indiquer si ce programme prévoit des incitations autres que l'exonération, en totalité ou en partie, de l'impôt sur les bénéfices tirés des exportations?

Réponse

L'unique autre programme de subventions que la Jordanie conserve encore est le programme de bonification d'intérêt applicable aux documents commerciaux administré par la Banque centrale de Jordanie, comme indiqué dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Jordanie (WT/ACC/JOR/33) aux paragraphes 125 et 126. La Jordanie confirme qu'elle s'engage à éliminer ce programme avant le 31 décembre 2002, comme indiqué dans le document précité et qu'aucun autre programme de subventions à l'exportation n'a été maintenu.

Question n° 3

Quels sont les critères spécifiques à remplir pour pouvoir bénéficier des avantages prévus par ce programme? Ces avantages sont-ils subordonnés à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés?

Réponse

Les critères mentionnés dans notre réponse à la première demande sont d'une manière générale fondés sur le volume des exportations vers des pays non signataires d'un protocole et ils ne favorisent pas l'économie nationale aux dépens des marchandises importées.

Question n° 4

Veillez indiquer les taux de l'impôt sur le revenu que les sociétés paieraient normalement, en l'absence de programme.

Réponse

L'impôt sur le revenu qui serait payé normalement par les sociétés en l'absence du programme représente en moyenne 15 pour cent au maximum des bénéfices tirés de toutes leurs activités, sans tenir compte de la nature de leurs ventes.

Finalement, les exonérations (8,9 millions de dollars EU) ne représentent que 0,52 pour cent des exportations jordaniennes (1,7 milliard de dollars EU). Ce faible chiffre est dû au fait que l'exonération est appliquée uniquement à un tiers des exportations jordaniennes (593,6 millions de dollars EU), après l'exclusion des exportations vers les pays signataires d'un protocole et de celles des grandes entreprises, qui effectuent environ les deux tiers de l'ensemble des exportations.

Tableau 1 - Allégement de l'impôt sur le revenu, pour les différents chapitres du SH, en 2001 (en dollars des États-Unis)

Jordanie

Chapitres	Produit	Valeur des exportations	Nombre d'exportateurs	Allégement de l'impôt sur le revenu	Allégement par exportateur	Pourcentage des exportations totales	Nombre d'exportateurs en % des exportateurs totaux
1-5	Animaux vivants et produits du règne animal	5 218 732	61	78 281	1 283	0,9	1,9
6-14	Produits du règne végétal	2 280 430	154	34 206	222	0,4	4,8
15	Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation; graisses alimentaires élaborées; cires d'origine animale ou végétale	1 564 091	27	23 461	869	0,3	0,8
16-24	Produits des industries alimentaires; boissons, liquides alcooliques et vinaigres; tabac et succédanés de tabac fabriqués	22 420 887	274	336 313	1 227	3,8	8,5
25-27	Produits minéraux	72 660 924	99	1 089 914	11 009	12,2	3,1
28-38	Produits des industries chimiques ou des industries connexes	262 516 419	627	3 937 746	6 280	44,2	19,4
39-40	Matières plastiques et ouvrages en ces matières; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	17 386 955	321	260 804	812	2,9	9,9
41-43	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires, ouvrages en boyaux (autre que le fil de vers à soie)	444 863	18	6 673	371	0,1	0,6
44-46	Bois et articles en bois, charbon de bois, liège et ouvrages en liège, ouvrages de sparterie ou de vannerie	186 399	26	2 796	108	0,0	0,8
47-49	Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; papier ou carton à recycler (déchets et rebus); papier et ses applications	23 159 357	217	347 390	1 601	3,9	6,7
50-63	Matières textiles et ouvrages en ces matières	25 895 318	433	388 430	897	4,4	13,4
64-67	Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, sièges-cannes, fouets, cravaches et leurs parties; plumes apprêtées et articles en plumes; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux	1 310 101	41	19 652	479	0,2	1,3
68-70	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues; produits céramiques; verre et ouvrages en verre	1 788 985	92	26 835	292	0,3	2,8
71	Perles fines ou de culture; pierres gemmes ou similaire, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et d'ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies	4 872 460	14	73 087	5 220	0,8	0,4
72-83	Métaux communs et ouvrages en ces métaux	16 668 622	273	250 029	916	2,8	8,4
84-85	Machines et appareils; matériel électrique et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision et parties et accessoires de ces appareils	23 405 235	240	351 079	1 463	3,9	7,4
86-89	Matériel de transport	109 723 888	50	1 645 858	32 917	18,5	1,5

Chapitres	Produit	Valeur des exportations	Nombre d'exportateurs	Allègement de l'impôt sur le revenu	Allègement par exportateur	Pourcentage des exportations totales	Nombre d'exportateurs en % des exportateurs totaux
90-92	Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision, instruments et appareils médico-chirurgicaux; horlogerie; instruments de musique; parties et accessoires de ces instruments ou appareils	375 598	16	5 634	352	0,1	0,5
94-96	Marchandises et produits divers	1 660 625	249	24 909	100	0,3	7,7
97	Objets d'art, de collection ou d'antiquité	24 698	6	370	62	0,004	0,2
TOTAL		593 564 589	3 238	8 903 468	2 750	100	100